Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS — DU JEUDI 12 JUIN 2014 — N° 17.905

Publication d'une enquête du CRIJ Réunion

Les jeunes Réunionnais exclus par un système injuste

	15-20 ans	21-25 ans	26-30 ans
OUI	43%	38%	87%
NON	57%	62%	13%

Avez-vous travaillé ou effectué un stage ?

	15-20 ans	21-25 ans	26-30 ans
Niveau 3e	21%	9%	12%
Brevet des collèges	11%	8%	5%
Sans diplômes et moins que niveau 3e	23%	12%	19%
Bac général	18%	25%	19%
Bac techno	8%	2%	3%
Bac pro	14%	16%	11%
BTS	4%	18%	14%
Licence et plus	1%	10%	17%

Le niveau de qualification des filles.

	15-20 ans	21-25 ans	26-30 ans
Niveau 3e	26%	4%	8%
Brevet des collèges	13%	9%	7%
Sans diplômes et moins que niveau 3e	24%	15%	12%
Bac général	13%	27%	14%
Bac techno	10%	2%	9%
Bac pro	11%	14%	15%
BTS	2%	20%	18%
Licence et plus	1%	9%	17%

Le niveau de qualification des garçons.

6.000 jeunes interrogés et un constat: la précarité. Pour un grand nombre, la plus haute qualification ne dépasse pas le brevet des collèges. Près d'un sur deux est pourtant déjà parti en France, mais la mobilité ne protège pas du chômage.

Cela fait déjà bien longtemps que le Parti communiste réunionnais souligne combien le système actuel exclut les jeunes. En 1982, un an après l'installation d'un gouvernement dirigé par un membre du Parti socialiste, le mot d'ordre Arèt Gaspy Nout Zenès avait animé une Marche de la jeunesse pour le développement. Déjà à cette époque, la situation des jeunes était très préoccupante. Au bout de 30 ans de décentralisation, rien n'a changé. D'aucun serait même tenté de souligner que la vie des jeunes est encore plus difficile aujourd'hui que pour leurs parents.

Des intelligences gaspillées

En effet, compte-tenu du progrès technologiques et de l'élévation continue du niveau de formation, il serait logique de s'attendre à une diminution de l'exclusion. Chaque année, les taux de réussite au bac sont mis en évidence, car selon eux La Réunion se situe dans la moyenne des Académies françaises. Mais lorsque l'on creuse un peu, la réalité est bien différente. Et le système en place à La Réunion reste une gigantesque machine à gaspiller les intelligences. C'est ce que montrent plusieurs points d'une enquête du CRIJ Réunion sur 6.000 jeunes de 15 à 30 ans. Un tel échantillon est dix fois plus important que les sondages publiés à la une de journaux pendant les campagnes électorales. Cela donne une idée de l'ampleur du travail réalisé par trois jeunes Réunionnais, Tatiana Maillot, Olivier Robert et Mitsy Thiburce, aidé par d'autres membres de l'équipe du CRIJ Réunion.

Une donnée préalable: la moitié des jeunes ont déjà quitté La Réunion, mais cette expérience de mobilité ne protège pas de la crise.

La barrière du collège

Les informations sur les qualifications obtenues montrent un nombre important de Réunionnais contraints à n'avoir aucun diplôme. Ainsi pour la tranche d'âge comprise entre 15 et 20 ans, un quart à un niveau inférieur à celui de la troisième. Manifestement, le collège est la barrière.

La lecture des tableaux publiés montre aussi que pour la majorité des jeunes, la formation suivie ne correspond pas à leurs vœux.

Aujourd'hui, plus de la moitié des jeunes de moins de 25 ans sortis de l'école sont au chômage, le cadre actuel ne leur laisse aucun espoir de redressement. L'enquête du CRIJ Réunion confirme bien que l'exclusion des jeunes Réunionnais est dans la structure du système en place à La Réunion. Il est donc urgent de passer à autre chose.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : *Roger Bourdageau* • 1947 - 1957 : *Raymond Vergés* • 1957 - 1964 : *Paul Vergés* • 1964 - 1974 : *Bruny Payet* • 1974 - 1977 : *Jean Simon Mounoussany Amourdom* • 1977 - 1991 : *Jacques Sarpédon* • 1991- 2008 : *Jean-Marcel Courteaud* • Depuis 2008 : *Jean-Max Hoarau*

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : **temoignages@wanadoo.fr**
SITE WEB : **www.temoignages.re**

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
ÉMAIL PUBLICITÉ : **pub.tem@orange.fr**

Édito

Les Américains sèment le désordre en Irak et puis s'indignent: quel toupet !

Obama avait soulevé l'enthousiasme du monde entier lors de son premier mandat. Et puis ce fut le désenchantement. Au deuxième mandat, il est réélu mais la confiance a été entamée. A moins de 3 ans de quitter l'avant scène politique de son pays, il doit affronter le scandale des écoutes privées par la NSA, l'engagement en Ukraine, l'incapacité de l'Occident face à l'enlèvement de 200 lycéennes au Nigéria, la faillite diplomatique au Moyen Orient, l'offensive des forces djadistes en Irak, etc.

En effet, ces dernières heures la guerre a pris une nouvelle tournure en Irak. Ce sont les Djaddistes qui mènent la guerre contre le régime en place, en Irak. Les villes tombent les unes après les autres et ils s'emparent des moyens économiques et militaires. La deuxième plus grande ville, Mossoul, est tombée. La capitale, Bagdad est directement menacée. Les dirigeants du pays appellent au secours ses anciens alliés qui ne font que s'indigner. Ces amis risquent d'arriver trop tard. Les Irakiens sont incapables de remettre de l'ordre après le départ des Américains qui ont divisé le peuple souverain Irakien.

Les Américains ont tout détruit au motif que l'Irak possédait des produits chimiques, des armes de destructions massives. Et, d'après Poutine la semaine dernière, les Etats Unis ont exhibé devant les caméras de la farine ordinaire pour faire croire que le régime possédait des armes chimiques. Aujourd'hui, dans un livre-confession, Collins Powell regrette son geste à l'ONU qui a conduit à la guerre, une guerre inutile. Il dit que c'est une tâche indélébile dans sa fulgurante et exceptionnelle carrière pour un Noir. Mais pour ces faits, les Etats Unis n'ont jamais été inquiétés par le TPI (tribunal pénal international) qui punit les auteurs de crimes de masse. Mieux, ils continuent à donner des leçons de gouvernance aux autres. Quel toupet!

J.B.

La nécessité de nouvelles responsabilités pour La Réunion

L'Union européenne renoue avec Madagascar

Le déplacement d'Andris Piebalgs, commissaire européen au Développement, concrétise la décision de l'Union européenne de relancer sa coopération avec Madagascar. Les Réunionnais seront-ils tenus à l'écart de ces discussions?

En 2009, à la suite de l'installation d'une Haute autorité de Transition pour succéder au président Ravalomanana, l'Union européenne comme la plupart des autres pays occidentaux avait décidé de ne plus travailler avec le gouvernement de Madagascar.
Pendant 4 ans, les partenaires économiques de Madagascar étaient donc principalement la Chine, qui n'a jamais abandonné les Malgaches, ainsi que des Canadiens notamment.
La réussite des dernières élections a fait bouger les lignes. Désormais, Madagascar est pleinement réintégrée dans la communauté internationale. La Chine continue d'être un fidèle partenaire. Les Etats-Unis se sont positionnés, ainsi que le Japon en particulier. Une mission du FMI s'est conclue par le retour aux possibilités de financement de l'institution internationale. L'Union européenne prend le train en marche, mais elle a décidé de pleinement saisir l'opportunité du développement d'un pays émergent dans le Sud de l'océan Indien. Depuis ce mardi, le Commissaire Piebalgs, chargé du Développement, est en visite officielle chez nos voisins.
En préalable de son séjour, le Commissaire a tenu des propos élogieux vis à vis du gouvernement malgache. Il annonce également la mise à disposition de près de 100 millions d'euros uniquement pour aider l'administration de Madagascar à se moderniser.
Il est évident que la question de Madagascar ne manquera pas d'être à l'ordre du jour du prochain sommet de la COI aux Comores le mois prochain. Dans l'état actuel, c'est l'ancienne maire d'une commune des Ardennes, une zone du Nord de la France, qui représentera théoriquement les intérêts de La Réunion en sa aualité d'ambassadrice à la coopération.

Cette situation ne manque pas d'interpeller au moment où se déroulent de profonds changements aux portes de La Réunion. Faute d'avoir droit à la parole, les Réunionnais seront-ils une nouvelle fois exclus des discussions en cours entre Madagascar et La Réunion? C'est là que l'on peut mesurer combien de nouvelles compétences sont nécessaires pour les Réunionnais, afin qu'ils puissent défendre leurs intérêts. L'annonce d'une réforme territoriale est l'occasion à saisir, elle peut ouvrir la voie à de nouvelles responsabilités.

M.M.

Communiqué de l'Union européenne

M. Andris Piebalgs, commissaire européen chargé du développement, sera à Madagascar du 11 au 13 juin prochains pour confirmer la reprise de la coopération au développement avec le pays et lancer les discussions concernant la programmation des fonds de l'UE pour la période 2014-2020. Cette visite contribuera à marquer le retour à la normale des relations entre l'UE et Madagascar, qui fait suite à la fin de la crise politique ayant secoué le pays.
M. Piebalgs a fait la déclaration suivante: «L'Union européenne se tient aux côtés de Madagascar sur la nouvelle voie qu'elle a choisi d'emprunter vers la stabilité, la bonne gouvernance et les réformes. Il importe maintenant de donner le coup d'envoi de la programmation de la coopération de l'UE pour les années à venir et de nous assurer que nous ciblons les domaines susceptibles d'être les plus bénéfiques pour le développement du pays.»
M. Piebalgs et le président de Madagascar, M. Hery Rajaonarimampianina, inaugureront à Morondava les travaux de réparation d'une route nationale (la RN8) endommagée par des tempêtes et des cyclones. Dans la même région, le commissaire européen visitera aussi un centre de santé, une direction régionale du système national d'éducation et un petit barrage construit pour favoriser le développement de l'agriculture, projets qui ont tous bénéficié de fonds européens.
Le commissaire visitera un autre projet financé par l'Union européenne, visant à fournir des compléments alimentaires à des enfants âgés de 6 mois à 2 ans souffrant de malnutrition. Ce projet, mené par l'intermédiaire de 36 centres de nutrition, a bénéficié à 36 000 enfants.
Au cours de sa visite, le commissaire rencontrera également le premier ministre, M. Roger Kolo, les principaux ministres du gouvernement et d'autres parties prenantes.

Contexte

Durant la période de crise, pratiquement tous les bailleurs de fonds, y compris l'UE, avaient suspendu leur aide publique au développement, mais un soutien était apporté à la population vulnérable par l'intermédiaire d'ONG locales et internationales et d'organisations internationales.
L'UE finançait des services de santé de base couvrant une population de plus de 9,3 millions de personnes. Au cours de la période de transition, elle a aussi financé des kits scolaires distribués à 3,8 millions d'enfants fréquentant l'enseignement primaire, ainsi que des repas scolaires pour presque 220 000 enfants dans plus de 1 200 écoles primaires.
Afin de soutenir la transition démocratique à court terme, l'UE prépare actuellement un train de mesures post-électorales de 97 millions d'euros pour appuyer la reconstruction des institutions de l'État et renforcer les capacités de l'administration. Il s'agira, entre autres, d'aider à combler le déficit budgétaire, de renforcer la fourniture de services sociaux publics élémentaires (tels que la santé) et de relancer le dialogue politique en vue de grandes réformes. Les crédits nécessaires seront prélevés sur le montant global d'aide bilatérale actuellement prévu pour le pays au titre du 11e Fonds européen de développement (FED) pour la période 2014-2020 (455 millions d'euros).

A l'assemblée plénière de la Région Réunion

Décentralisation, APE, démocratie : l'Alliance porte le débat sur les dossiers essentiels

A l'occasion de l'assemblée plénière de mardi, plusieurs points ont été évoqués par l'opposition. Du Conservatoire Botanique de Mascarin, au Accords de Partenariats Economiques (APE), les élus de l'Alliance ont souhaité un éclairage de la majorité régionale.
Deux motions ont été déposé par le groupe de l'Alliance concernant le Conservatoire Botanique de Mascarin et «la ressource en matériaux de la route en mer». Pour sa part, Elie Hoarau a évoqué l'importance des APE, desquels les élus ont été mis à part dans les négociations.

Céline Tabou

Pour une concertation populaire

Avant d'avoir vivement débattu avec la majorité sur la Nouvelle Route du Littoral, sa faisabilité, son coût et ses impacts, Béatrice Leperlier a évoqué la question des carrières. Les travaux de la route demande 18 millions de tonnes de matériaux, sous la responsabilité de la Région. Suite à l'attribution des marchés, la Région n'a pas «vérifié préalablement la disponibilité des ressources en matériaux sur le territoire de La Réunion», a évoqué Béatrice Leperlier, ajoutant que «les entreprises attributaires de ces marchés n'ont manifestement pas été en mesure de garantir l'approvisionnement en matériaux».
La jeune femme a évoqué le schéma départemental des carrières qui «ne permet pas de répondre aux besoins de la route en mer». Pour l'Alliance, «la Région a outrepassé la volonté des communes et des populations concernées», «ignoré les avis des instances environnementales en demandant au préfet de modifier le schéma départemental des carrières et engager la procédure du projet d'intérêt général (PIG) pour des sites d'emprunt». La décision de la Région est qualifiée de «passage en force», Béatrice Leperlier a mis en exergue «l'insuffisance des études d'impacts ayant été menées préalablement à la déclaration d'utilité publique du projet par le préfet».
Pour ces raisons, l'Alliance demande à Didier Robert de «rapporter ses délibérations relatives à l'engagement de la procédure du PIG pour des sites d'emprunts», «d'ouvrir une réelle concertation avec les communes concernées par les projets d'ouverture de nouvelles carrières et par les impacts du chantier de la route en mer», et «d'informer la population réunionnais de l'exhaustivité des sites des carrières qu'elle envisage d'exploiter».

Pour un débat sur la décentralisation

Elie Hoarau a évoqué la volonté du gouvernement de réformer le territoire, «le projet s'accélère, le 18 juin, le projet sera présenté au Conseil des ministres et dans la suite au Sénat puis à l'assemblée générale». Pour ce dernier «on doit faire entendre notre voix, on avait demandé un débat entre nous, vous l'aviez accepté'. «Le moment est venu d'avoir ce débat», a assuré l'élu de l'Alliance.
Ce dernier s'est étonné de la procédure faite par le Président de la Région, en effet Didier Robert a envoyé un courrier demandant les propositions du groupe de l'Alliance concernant la décentralisation. Une demande faite aux élus socialistes, selon Christine Soupramanien. Toutefois, cette demande a été rejeté par les deux groupes qui souhaitent une concertation et une réflexion commune sur ce dossier. «On veut les partager et avoir celle des autres groupes, il ne s'agit pas seulement de donner des idées mais de partager», a indiqué l'élue socialiste.
Cette dernière a ajouté qu'"on sait où on est mais on ne sait pas où on va?».
Face à ces deux interventions, Didier Robert a abondé pour «un débat», cependant «le gouvernement change d'avis toute les deux semaines, c'est le flou total».
Ce dernier préfère attendre «des bases» pour pouvoir débattre en assemblée de la réforme territoriale.

Difficultés financières du CBM

Agréé par le Conservatoire Botanique National en 1986, le Conservatoire Botanique Mascarin est l'unique Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement dans l'Outremer. Il a rencontré des difficultés financières, compensées par le Conseil Général dans sa gestion du domaine de Colimaçons. Maya Césari a rappelé la mise en place d'une mission de soutien à la coopération régionale avec les Seychelles, les Comores et Maurice, possédant «une biodiversité exceptionnelle» en «danger d'extinction».
Pour pallier les difficultés de l'association, dues en partie à la lenteur des prestations de l'Etat en matière de CNB-CPIE et à «l'absence de financement pérennes de certaines collectivités», le groupe de l'Alliance, par la voix de Maya Césari, demande au Président de la Région, «de prendre contact avec l'ensemble des partenaires concernés afin de déterminer les conditions permettant d'assurer la pérennité de l'association dans un avenir immédiat» et «d'ouvrir la réflexion sur une évolution du statut actuel du CBN pour consolider sa pérennité sur le long terme».

Des dossiers cruciaux pour La Réunion

Elie Hoarau a évoqué les fonds européens alloués à la Région, «si l'on met en œuvre l'application de la règle qui prévaut à l'Union Européenne, il y a un dégagement d'office qui va se produire». L'élu explique qu'en cas de non utilisation de l'ensemble des fonds par la Région, «l'argent de l'Europe repartira dans les caisses de l'Europe». D'ailleurs, concernant le POCT, «un dégagement d'office a déjà eu lieu». Ce dernier a évoque l'inquiétude de son groupe et des acteurs économiques sur «la capacité de la Région à gérer le FEDER lors de la prochaine mandature».
Concernant la prochaine programmation, «nous sommes tenus à l'écart des arbitrages, on ne connait pas la maquette du projet initial identifié. On demande de prendre acte de l'arbitrage mais on n'a pas le contenu» de ceux-ci. Le groupe demande plus d'information, car il y a un risque de «détournement du FEDER au profit de la nouvelle route du littoral», a indiqué Elie Hoarau.
Ce dernier a noté l'absence de cette question dans le Bilan d'activité 2013 de la Région, alors qu'il s'agit d'un «dossier crucial pour La Réunion». Ce dernier a évoqué les deux motions présentées en Assemblée plénière concernant l'octroie de mer et l'avenir du sucre, «mais pour les APE, il n'y a toujours rien».
Déplorant ce manque dans les débats, Elie Hoarau a indiqué que «si on veut être plus compétitif, il faut maitriser les accords entre l'Union Européenne et les pays de la zone», qui vont être signés par l'Etat.

Di sak na pou di

La NRL patine, la Région s'affole

Comme pressenti le manque de ressource déjà dénoncé lors des enquêtes publiques à chaque étape de la procédure, paralyse la NRL. Le choix d'une route en mer, révèle toutes ses limites avec l'élargissement du front des opposants, riverains et maires, des communes concernées par les carrières.
La NRL génère des conflits qui iront en s'amplifiant, tant elle est disproportionnée au regard des moyens et des ressources de l'ile. Pourtant en la matière, nous le savons déjà, un tracé terrestre offrirait un bilan positif en alimentant les remblais par les déblais de chantier.
Et avec les 1 200 000 rotations de poids lourds dans l'île, notamment depuis la Rivière des Remparts ou Dioré, qu'en sera-t-il des réactions de la population face à cette ronde infernale?
A cette embuche, s'ajoute encore depuis hier, une augmentation de 48% de la part régionale initiale de 669 M**€ (1)**, soit 988 M**€ (2)** qui seront facturés aux Réunionnais!
Le scepticisme des élus locaux, même ceux de son propre camp, pousse Didier ROBERT dans sa solitude, à appeler l'Etat à l'aide: «s'il vous plait ordonnez les carrières pour ma NRL, avec votre 'PIG ' **(3)**!»
Faire de la «comm'» à coups de promesses d'emplois, de diplômes et de grands sourires, à nos frais, ne suffira pas plus à convaincre les Réunionnais d'un «intérêt général» prétendu d'une route EN MER. Cela ne pourra qu'enflammer davantage la colère populaire.
L'Etat peut encore refuser d'être complice d'une décision historique impopulaire compromettant un développement durable du pays.

Bruny Payet
Alternatives Transports Réunion-Fnaut

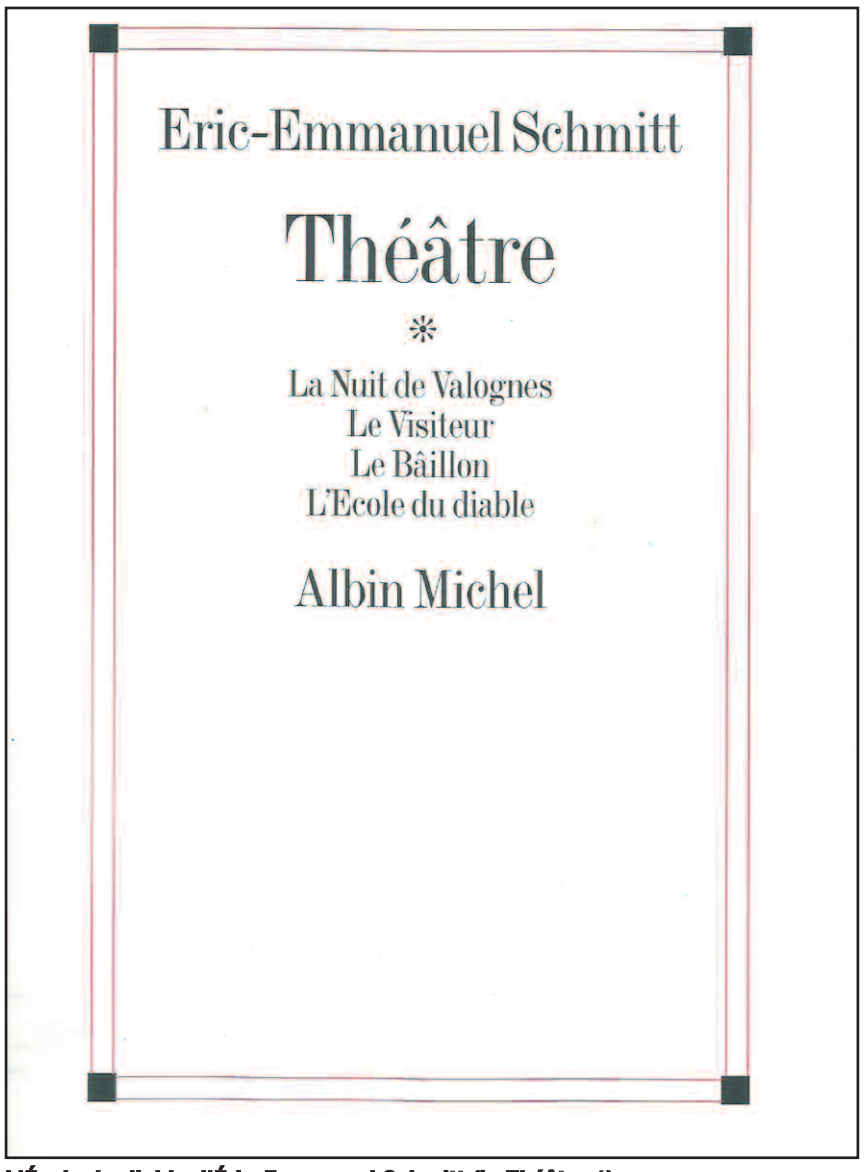
(1) 151 M€ (Europe) + 780 M€ (Etat) + 669 M€ (Région) = 1,6 milliard €
(2) 669 M€ de part initial + 69 M€ suite à la DUP de mars 2012 + 250 M€ annoncés par l'assemblée régionale du 10/06/14.
(3) PIG = «Projet d'Intérêt Général» permettant à l'Etat d'imposer à la population et aux élus l'ouverture des carrières des Lataniers, de Bois-Blanc, de Dioré et de Piton Defaud.

C'en est trope!

Ce soir, le diable monte sur scène…

- Allô? C'est votre voisin de palier, à l'appareil. Je vous appelle pour vous dire que vous avez le feu dans votre appartement.
- Écoutez, j'y suis et je peux vous dire qu'il n'y a pas le feu.
- Ouvrez votre tiroir de gauche.
- Là, sous l'évier?
- Oui.
- Oh merde! Qu'est-ce que je dois faire?
- Rien, rien. Je vous appelle pour vous dire qu'il ne fallait pas vous inquiéter.
- Ah bon, il y a le feu dans mon appartement et vous me dites qu'il ne faut pas que je m'inquiète?
- Tout à fait. Pour tout vous dire, c'est normal… Géographiquement, voyez-vous, nous sommes placés sur un site assez particulier, je dois en convenir.
- Comment ça?
- L'Enfer est juste sous cet immeuble.
- Quoi?
- Je n'y puis rien, Mademoiselle. C'est ainsi fait… Et le feu des enfers remonte par les canalisations.
- Mais enfin, ce n'est pas tous les jours qu'il y a le feu dans mes tiroirs. Je m'en serais aperçue!
- Oui, je sais; c'est pour cela que je vous appelle.
- Ça va durer longtemps?
- Quelques jours, tout au plus… C'est parce qu'ils ont beaucoup de travail, ces temps-ci.
- Mais comment savez-vous tout ça?
- Voilà, je tenais à vous prévenir, mademoiselle.
- Attendez, attendez…

- CLIC!-



L'École du diable d'Éric-Emmanuel Schmitt (in Théâtre 1), aux éditions Albin Michel.

Le diable n'a plus le même visage qu'autrefois, qu'au temps de Faust. Sur ses épaules aussi a soufflé le vent de la modernité. Le monde créé par un serpent a ajouté de nouveaux matériaux, de nouveaux sentiments. La technologie, on s'appelle ça comme ça. Ne dit-on pas que le premier à s'être abonné à internet, c'est Satan. Avec le progrès, la pratique a fait place à la théorie. Le câble optique, de nos jours, est aussi long que la cuillère que le Malin trempe dans toutes les soupes, il y trouve de fait motif à se répandre dans les détails. Avec tout ça, quand même, le diable va mal; il s'ennuie, il déprime sec. Il est tout à fait flapi, et fait flop. Il engraine et se lamente: « La banalité. Nous clapotons dans la banalité. (…) Pas d'avenir pour nous. Le mal est fini».
Bouillonne son staff, rien ne va plus, on cogite, collationne, élucubre, supervise, s'agite en visioconférence. Une solution est finalement trouvée, peu coûteuse: envoyer trois charmants poupons parmi les hommes qui s'y feront bichonner: les petits démons Idéalisme, Pragmatisme, et Psychologisme. Faire disparaître le mal pour devenir efficace, panacée que Baudelaire n'aurait pas reniée: « La plus grande malice du diable est de faire croire qu'il n'existe pas». Pour cela:

1. L'idéalisme: endormir l'esprit humain dans son auto-contemplation, dans son auto-célébration. La Croix est une bonne cachette pour le démon.
2. Le pragmatisme: « le mal n'est jamais qu'un moindre mal. Un otage exécuté vaut mieux qu'un conflit ouvert».
3. Le psychologisme: La cause est ailleurs, toujours plus loin, dans l'inconscient. « Si l'homme tue, si l'homme vole, c'est par manque d'amour». « Jamais coupable, jamais responsable».
En somme, le mal, accoutré de bons sentiments, armé de bonnes intentions: le serpent est dans la fleur. Malheur à celui qui en hume le parfum, il lui en cuirait.

La pièce qu'a fait monter Eric-Emmanuel Schmitt pour un parterre de VIP d'Amnesty International se fait gracieusement conservatrice et diaboliquement réjouissante. Ils sont légions ceux qui sont à l'école du diable, car notre époque grandit à la manière de la barbiche de Faust.
Une interview qu'a donnée l'auteur le dit bien: « La philosophie prétend expliquer le monde, le théâtre le représenter. Mêlant les deux, j'essaie de réfléchir dramatiquement la condition humaine, d'y déposer l'intimité de mes interrogations, d'y exprimer mon désarroi comme mon espérance, avec l'humour et la légèreté qui tiennent aux paradoxes de notre destinée.»
Mais ça va quand même plus loin: la démonstration de la pièce arrange l'auteur, en ce sens qu'elle sert d'appui au conte philosophique qu'il fera paraître quelques années plus tard au titre d' « Oscar ou La Dame rose», où il montre que parce que le mal existe, il faut que Dieu existe. On s'en frotterait presque les mains. « Oscar», machine à faire la nique aux incroyants, dit que dans certaines situations, il est nécessaire que Dieu existe. Le plus hardi c'est que le conte philosophique renouvelle le pari de Pascal. Dans certains cas (en l'occurrence cancer du sang d'un enfant), montre-t-il, la religion est nécessaire – que Dieu existe ou non n'est pas la question. En cela la démonstration de Schmitt rejoint le constat fait par Gripari: la superstition l'emporte (en beauté et en grandeur) sur la religion (qui n'en est que la transcription, ou l'intellectualisation, froide et fade), les deux auteurs convergent en ce point indiqué par Anatole France qui écrit, dans La Révolte des Anges, que Dieu vaincu deviendra Satan, et Satan vainqueur deviendra Dieu (sans qu'on le sache). Ce que finalement la sagesse populaire a exprimé plus d'une fois, ainsi: Li gain tan pou Diab, round tan pou Bon Dié.

Jean-Charles Angrand

Oté!

Bann loto la i ogmant, i ogmant, i arèt pa !

Na pétèt di zan dsa, navé poin ankor la Rout Tamarin, navé kalité anbouteyiaz isi la Rénion, oté té inkroyab!
Do moun lo sid (tanpon, sinpièr, sinzozèf) i travay dan lo nor si sindni ou lo por, par égzanp osi bann zétidian liniversité sodron, po ariv lèr i komans shantié (ou sinon po ariv po lo komansman lé kour), lo lindi matin, zot té oblizé lèv 4 trèr.

Zordi, ék Paul Vergès, dann tan prézidan la Réjion, la rouv la Rout Tamarin, la di po dézangorj lo sid, po rapros lé zaktèr ékonomik; donk po gainy ékonomi lo tan (Time is monney=lo tan sé dlarjan), ékonomi karbiran, po rann pli fasil lo déplasman, lo transpor.
Mi kroi té an 2009 par la; nana 5 tan déza. Din kou, la soulaz bann rout litoral sinzil, sinlé; navé pi bokou loto an ba; la plipar an lèr, si la pant, i domine lagon la Saline.

Mé sak mi romark, minm san konsilté bilan la shanb komers-anfin rogard zot minm-si la rout 4 voi; prèské toultour dlil-granboi, sinpier, ziska sinndni, minm lot koté sintmari, sintandré, sinbénwa, tousala i roul dé voi din sans, dé voi dan lot sans.
Oté, mi observ, dané an ané, loto la i ogmant, i ogmant…
Koté moin, dovan moin, derièr moin; an fas de moin, dan lot dirèksion, loto si dé fil, nana, nana, an poundiak.

Dann lo moinn ti kartié, ou lé in stop, ou atan, ou atan.
O plis i sava, loto i rant la Rényon, zot i koné nou sé in nil; nou lé antouré par la mèr!
Arèt inporté, talèr la plas po sirkilé nora pi. Lé tan ni adop transpor kolèktif, si posib lo trin, si posib ankor élèktrik.
Arèt polié.
Alalalala, bann loto la i ogmant, i ogmant, i ogmant, bin ziskakan?

Justin